

# Impact économique de l'épidémie de Chikungunya à la Réunion mesuré fin mars 2006

NUMERO 34  
AVRIL 2006

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Note expresse spéciale « Chikungunya »

Pour appréhender les conséquences économiques de l'épidémie de Chikungunya à la Réunion, l'IEDOM a sollicité à 2 reprises (mi-février et fin mars 2006) les entreprises partenaires de l'enquête trimestrielle de conjoncture au travers d'une enquête « spéciale Chikungunya ». Les réponses de 65 entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires de 1,5 milliard d'euros et comptent 5800 salariés ont pu être traitées, soit moins de la moitié des entreprises habituellement prises en compte dans l'enquête de conjoncture. En effet, la situation évoluant très vite, les résultats n'ont du sens que si la collecte et la restitution de l'information sont réalisés dans des délais courts. Aussi, les résultats livrés par secteurs économiques ne couvrent pas l'ensemble du tissu des entreprises (les TPE et entreprises artisanales ne sont pas comprises dans l'échantillon).

Fin mars, avec un recul plus important, les conséquences économiques de l'épidémie de Chikungunya sont mieux connues. Comme cela était déjà constaté lors de la 1<sup>ère</sup> enquête de mi-février, la crise affecte durement le secteur du tourisme. Fait nouveau, une diminution de la consommation intérieure a été observée, plus sensible sur certains marchés que d'autres. Toutefois, l'ampleur de ce phénomène n'est pas de nature à déstabiliser la grande majorité des entreprises interrogées. En témoigne l'absence de recours envisagé au chômage technique (hors tourisme) et le peu de dirigeants estimant devoir remanier en profondeur leurs perspectives de développement.

A l'instar de toutes les périodes de conjoncture difficile, les entreprises les plus fragiles sont les plus menacées, même si les dispositifs d'aides exceptionnels mis en place par l'Etat et les collectivités locales devraient permettre d'atténuer les difficultés qui touchent le tissu économique. De plus, l'importance de la commande publique (grands travaux) constitue également un puissant facteur stabilisant. La mobilisation des acteurs économiques et l'amélioration progressive de la situation sanitaire devraient permettre une relance de l'économie dans les prochains mois, les incertitudes les plus fortes concernant la reprise de l'activité touristique.

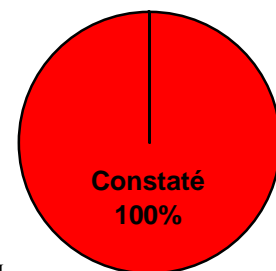
## 1. Le tourisme en crise

L'échantillon des entreprises ayant répondu est exclusivement composé d'hôtels (avec ou sans restaurant). Comme lors de la précédente enquête, tous les établissements déplorent une baisse de leur chiffre d'affaires de 20 % au mieux (établissement situé sur la commune de Saint Denis et dont l'activité est peu liée aux flux touristiques) et de 80 % dans le pire des cas. Par ailleurs, trois établissements ont décidé de fermer provisoirement leurs portes en raison de la baisse importante de la fréquentation. Fin mars, les professionnels de l'hôtellerie estimaient la baisse probable du C.A. sur l'année entière de 25 % à 60 %, soit une prévision comparable à celle formulée mi-février. Le recours au chômage technique est envisagé dans les trois quarts des cas, ce qui marque une dégradation en comparaison de l'enquête réalisée mi février (la moitié).

De même, l'impact direct de la maladie sur le personnel s'est logiquement accru avec près de 20 % de l'effectif touché contre un maximum de 12 % mi février. La durée moyenne des arrêts ressort à 5 jours ouvrables, ce qui entraîne des perturbations pour le bon fonctionnement des structures dans 6 cas sur 8. Toutes les entreprises interrogées devront revoir leur plan de développement, de manière radicale pour les trois quarts d'entre elles et plus mesurée pour les autres. A l'inverse de l'enquête de mi février, aucune des entreprises interrogées du secteur n'estime désormais pouvoir éviter un re-calibrage de ses hypothèses de développement.

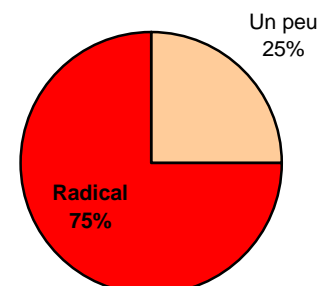
Caractéristiques échantillon	
Nombre de réponses	8
Chiffre d'affaires effectifs	18 M€
	214

### Impact sur le niveau d'activité (nbre d'entreprises)



Source : IEDOM

### Impact sur le plan de développement



Source : IEDOM

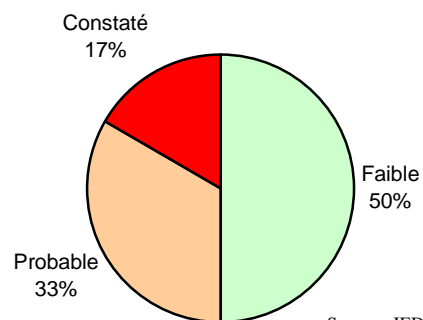
## 2. Le B.T.P. : des conséquences mesurées, une résistance qui se confirme

Une seule des six entreprises s'étant exprimées a observé, fin mars, un impact négatif sur son chiffre d'affaires dont l'importance (- 8 %) reste mesurée, dans l'immédiat comme sur l'ensemble de l'année où la diminution attendue est de l'ordre de -3 %. Cette perte résulte certainement de la défaillance d'un fournisseur lié au Chikungunya, l'entreprise en question ayant fait état d'un blocage de son activité pour cette raison. En revanche, la conviction de ne pas subir d'effets négatifs, qui prévalait pour près de trois quarts des répondants lors de l'enquête de mi février, ne concerne plus que la moitié d'entre eux à fin mars, les autres se déclarant épargnés dans l'immédiat mais craignant une diminution de 5 à 10 % sur l'exercice 2006. Quoiqu'il en soit, le recours au chômage technique n'est toujours pas à l'ordre du jour.

Environ 16 % des effectifs de l'échantillon (2128 personnes) ont été directement touchés par l'épidémie et ont subi des arrêts de travail d'une durée moyenne de 5 jours ouvrables. Cette situation a engendré des perturbations limitées en terme de fonctionnement dans quatre des six cas étudiés et n'a pas été pénalisante pour deux d'entre eux. Les relations avec les fournisseurs n'engendrent pas de dysfonctionnements significatifs pour cinq des six entreprises répondantes, mais se sont avérées bloquantes pour une d'entre elles (cas évoqué plus haut). Le recours à des services externes (intérim ou autre), pour pallier les dysfonctionnements générés par l'épidémie, a été nécessaire pour la moitié des entités étudiées. S'agissant de l'impact sur les perspectives de développement, une seule des six entreprises de l'échantillon s'estime à l'abri d'une révision contre quatre sur huit à mi février. A l'inverse, comme en février, aucune des entreprises ayant répondu n'envisage une modification profonde de son plan de développement, mais trois d'entre elles estiment qu'un réajustement à la baisse limité sera nécessaire. Deux d'entre elles pensent pouvoir l'éviter si la durée de la crise ne dépasse pas 90 jours.

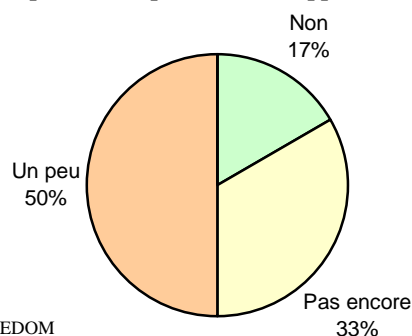
<b>Caractéristiques échantillon</b>	
Nombre de réponses	<b>6</b>
Chiffre d'affaires effectifs	<b>335 M€</b>
	<b>2 128</b>

### Impact sur le niveau d'activité (nbre d'entreprises)



Source : IEDOM

### Impact sur le plan de développement



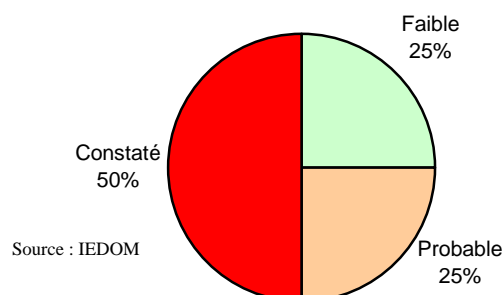
Source : IEDOM

## 3. Commerce de détail : le recul de l'activité met en difficulté les structures les plus fragiles

La moitié des entreprises du commerce de détail ayant participé à l'enquête font état d'une diminution de leur niveau d'activité de 10 % à 20 % par rapport à la même période de l'année précédente et s'attendent à une baisse équivalente sur l'ensemble de l'année 2006. La situation à fin mars n'est pas très différente de celle mesurée fin février, si ce n'est un fatalisme plus marqué quant aux perspectives 2006. Toutefois, le recul des ventes reste dans des proportions suffisamment mesurées pour ne pas remettre en cause l'existence des structures solides. Ce point est confirmé par les dirigeants d'entreprises au travers des plans de développement qui seront peu ou pas révisés dans la grande majorité des cas. En revanche, les entreprises dont l'équilibre économique était déjà fragile ne seront pas forcément capables de faire face à cette situation. En tout état de cause, aucune des entreprises de

<b>Caractéristiques échantillon</b>	
Nombre de réponses	<b>8</b>
Chiffre d'affaires effectifs	<b>493 M€</b>
	<b>389</b>

### Impact sur le niveau d'activité (nbre d'entreprises)

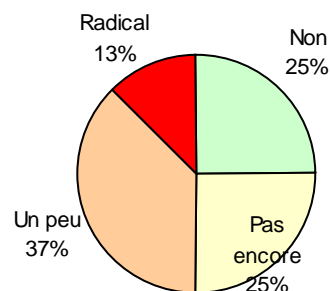


Source : IEDOM

l'échantillon n'envisage d'avoir recours au chômage technique.

S'agissant de l'impact direct de l'épidémie sur les personnels, les arrêts de travail touchent moins de 15 % des salariés en moyenne, ce qui apparaît comme relativement faible en comparaison d'autres secteurs. L'absentéisme, de même que les relations avec les fournisseurs n'engendrent pas de dysfonctionnements importants dans les structures interrogées, mais certaines d'entre elles ont tout de même été obligées de recourir à des services extérieurs pour assurer la continuité des opérations.

#### Impact sur le plan de développement



Source : IEDOM

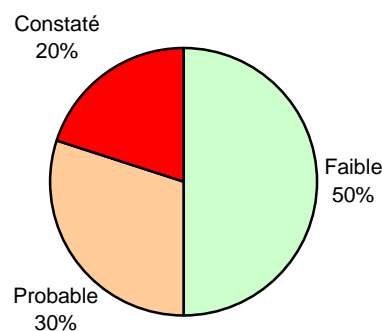
## 4. Services marchands : le secteur n'est plus épargné mais reste confiant sur ses perspectives

Mi février, aucune des entreprises interrogées n'avait effectivement constaté de baisse d'activité, mais plus des deux tiers d'entre elles estimaient que cela allait arriver. Fin mars, 20 % des répondants enregistrent une diminution de chiffre d'affaires de 10 % à 20 % en comparaison de la même période de l'année précédente, mais la moitié d'entre eux considèrent que l'épidémie aura très peu d'impact sur leur activité. S'agissant des 30 % restants qui n'ont pas encore été touchés, une diminution du niveau d'activité de 5 % à 10 % est attendue sur l'année entière. Ainsi, si le secteur n'est plus épargné, le nombre d'entreprises qui considèrent être à l'abri a progressé. La relative solidité des entreprises de l'échantillon est confirmée par le fait qu'aucun des dirigeants n'estime devoir changer de manière radicale son plan de développement, tandis que 20 % d'entre eux considèrent qu'une révision légère sera nécessaire. Ils sont également 20 % à penser ne pas devoir modifier les prévisionnels en cas de retour à la normale dans les 3 mois et enfin, 60 % des répondants ne prévoient pas de réajuster leurs objectifs. En conséquence, le recours au chômage technique n'est unanimement pas envisagé.

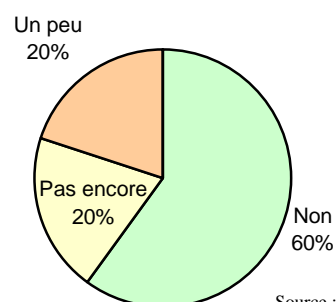
Si le personnel des entreprises du secteur est affecté à hauteur de 9 % en moyenne, individuellement ce taux a pu atteindre plus de 40 % pour une structure de 50 personnes. Les durées moyennes des arrêts de travail ressortent à 6 jours ouvrables. Dans 80 % des cas, les absences liées à la maladie ont peu perturbé le fonctionnement des entreprises et, pour le reste, les conséquences ont été limitées. Logiquement, le recours à des services extérieurs pour pallier les dysfonctionnements a été évité dans 80 % des situations. Les relations avec les fournisseurs n'ont pas pénalisé la bonne marche des entreprises.

Caractéristiques échantillon	
Nombre de réponses	10
Chiffre d'affaires effectifs	277 M€
	1 280

#### Impact sur le niveau d'activité (nbre d'entreprises)



#### Impact sur le plan de développement



Source : IEDOM

## 5. Industrie agroalimentaire : apparition de difficultés mais peu d'inquiétudes à moyen terme

Contrairement à la situation observée mi-février qui ne recensait pas encore d'impact sur le niveau d'activité, un tiers des entreprises ayant répondu font désormais état d'une baisse d'activité fin mars de - 1 % dans le

Caractéristiques échantillon	
Nombre de réponses	12
Chiffre d'affaires effectifs	219 M€
	1 027

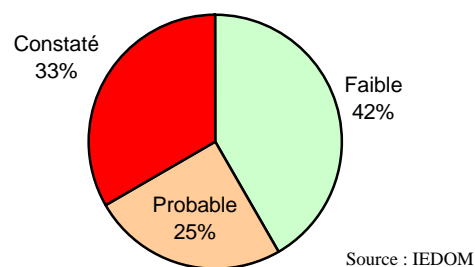
meilleur des cas à - 15 % pour le plus touché. Toutefois, sur l'ensemble de l'année il n'est pas attendu une diminution du chiffre d'affaires supérieure à - 5 %. En revanche, la proportion d'entreprises qui estiment que l'épidémie aura un impact négligeable sur le chiffre d'affaires est restée stable autour de 40 %. Les entreprises ayant répondu à l'enquête demeurent, pour la plupart, sereines quant aux perspectives. En effet, 67 % des répondants pensent pouvoir tenir leurs objectifs et 25 % d'entre eux déclarent pouvoir éviter une révision du plan d'affaires si la crise ne se prolonge pas plus de deux ou trois mois. Comme en février, une seule entreprise de l'échantillon considère qu'une révision de son plan de développement sera nécessaire, mais dans des proportions limitées et personne ne se trouve dans l'obligation de le modifier radicalement. En conséquence, le recours au chômage technique n'est pas à l'ordre du jour.

A fin mars, en moyenne 18 % des personnels des entreprises répondantes avaient contracté le virus (durée moyenne des arrêts de 5 jours), avec un maximum enregistré de 50 % pour une structure d'environ trente personnes. Dans la moitié des cas, l'absentéisme n'a pas engendré de difficultés significatives d'organisation et dans l'autre moitié, des perturbations ont été enregistrées sans toutefois conduire à paralyser l'activité. Le recours à des services externes pour pallier les dysfonctionnements a tout de même concerné 58 % des sociétés ayant participé à l'enquête. Enfin, les relations avec les fournisseurs n'ont pas été pénalisantes pour les trois quarts des réponses, tandis que le dernier quart fait état de difficultés mais sans blocage.

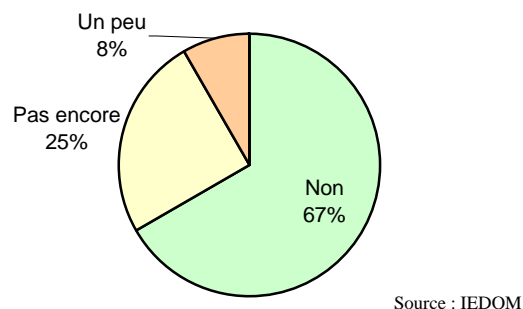
## 6. Autres industries : fragilisation du secteur

A l'instar de mi-février, environ 40 % des entreprises participantes estiment que l'épidémie n'aura pas d'impact significatif sur leur niveau d'activité. En revanche, à fin mars, la proportion des sociétés ayant constaté un chiffre d'affaires en baisse est en progression (30 % des cas) au détriment de celles qui l'anticipent sans que ce soit avéré (30 %). Les diminutions observées vont de - 5 % à - 15 % en comparaison de la même période en 2005. Sur l'exercice 2006 complet, le recul d'activité s'échelonne de - 2 % à - 15 %. Les entreprises industrielles confrontées aux plus fortes baisses de chiffre d'affaires déclarent que cela les conduira à modifier radicalement leur plan de développement (14 % des cas). Ce sont notamment des industries dont les débouchés sont largement liés au marché du bricolage, directement touché par les aspects invalidants de la maladie. Les autres entreprises ayant participé à l'enquête forment trois groupes de taille équivalente (30 %) : les entreprises non concernées par une modification du plan de développement, celles qui pourront l'éviter si la crise ne se prolonge pas au delà de 1 à 2 mois et celles qui devront le réajuster de manière limitée. A fin mars, en moyenne 21 % des personnels des entreprises répondantes avaient contracté le virus (durée moyenne des arrêts de 5 jours), avec un maximum enregistré de 46 % pour une structure d'environ vingt personnes. L'absentéisme n'a pas provoqué de difficultés significatives dans 53 % des cas, pour le reste des difficultés n'ont pas été bloquantes. Si les relations fournisseurs n'ont pas été pénalisantes dans 60 % des cas, 40 % des répondants ont du faire face à des situations de paralysie. Les recours aux services externes ont concerné 53 % des structures.

### Impact sur le niveau d'activité (nbre d'entreprises)

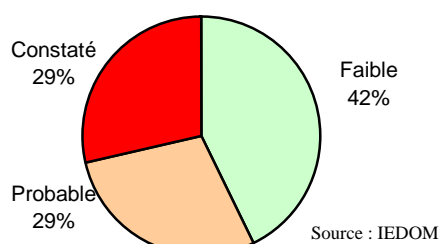


### Impact sur le plan de développement



Caractéristiques échantillon	
Nombre de réponses	14
Chiffre d'affaires effectifs	170 M€
	595

### Impact sur le niveau d'activité (nbre d'entreprises)



### Impact sur le plan de développement

